



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 mai 2003  
Français  
Original: anglais

---

### Session de fond

30 juin-25 juillet 2003

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Coopération régionale

## Récapitulation de la situation économique et sociale en Afrique en 2002

### *Résumé*

Les résultats économiques des pays d'Afrique n'ont pas répondu aux attentes en 2002, le taux de croissance économique étant passé en moyenne de 4,3 % en 2001 à 3,1 % en 2002. Les résultats modestes obtenus dans l'ensemble en 2002 tiennent au fait que l'économie mondiale a faibli et que la reprise du commerce mondial a été plus lente que prévu. Les perspectives de croissance de l'Afrique ont en outre pâti des effets négatifs que continuait d'avoir la faiblesse des cours des produits de base en 2001, de la sécheresse qui sévissait dans diverses parties de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est et de l'intensification des conflits politiques et des conflits armés dans certaines parties de la région.

À court terme, les perspectives de croissance des pays africains dépendront essentiellement de la force de la reprise de l'activité économique mondiale, de l'évolution des cours des produits de base, des progrès en matière de réduction des conflits politiques et des conflits armés et de l'engagement des dirigeants africains en faveur de la stabilité macroéconomique et des principes de bonne gouvernance.

---

\* E/2003/100.



## Introduction

1. Les résultats économiques des pays d'Afrique n'ont pas répondu aux attentes en 2002, le taux de croissance économique étant passé en moyenne de 4,3 % en 2001 à 3,1 % en 2002. Les résultats modestes obtenus dans l'ensemble en 2002 tiennent au fait que l'économie mondiale a faibli et que la reprise du commerce mondial a été plus lente que prévu. Au début de 2002, il semblait que s'amorçait une reprise de l'économie mondiale, sous la conduite des États-Unis d'Amérique. Toutefois, dès le milieu de l'année 2002, la faiblesse des marchés émergents ainsi que des marchés des actions déjà parvenus à maturité a confirmé l'aversion de plus en plus grande des investisseurs pour le risque. Ce sentiment a soulevé à son tour des questions au sujet de la force de la reprise.

2. La reprise de l'activité mondiale s'est accélérée au premier trimestre de 2002 et des prévisions optimistes ont été faites en ce qui concerne les perspectives de croissance. Depuis lors, des préoccupations ont été exprimées quant à la force et à la continuité de la reprise. Toutefois, les événements du dernier trimestre de 2002 portent à croire que le redressement de l'économie mondiale s'est poursuivi mais à un rythme plus faible qu'on ne l'avait espéré, du fait du ralentissement de la reprise économique aux États-Unis pendant le deuxième trimestre de 2002; de la baisse du cours des actions sur les principaux marchés financiers; de l'augmentation de la prime de risque associée aux incertitudes géopolitiques liées à la situation au Moyen-Orient et à son incidence sur les cours du pétrole; et de la détérioration des conditions économiques dans plusieurs pays d'Amérique latine.

3. Parallèlement aux signes d'un ralentissement de la croissance économique aux États-Unis, des préoccupations sont de plus en plus exprimées au sujet de l'essoufflement de la croissance au Japon, malgré les solides résultats en matière d'exportation enregistrés au premier semestre de 2002. Le Japon étant la deuxième puissance économique mondiale, la lenteur de la reprise économique dans ce pays a des effets négatifs sur la demande mondiale, le moment de la reprise de l'économie mondiale et, par conséquent, les perspectives en ce qui concerne les prix des exportations de produits de base de l'Afrique.

4. La zone euro est le marché le plus important de l'Afrique pour les produits autres que le pétrole et les résultats économiques y demeurent faibles. En moyenne, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans la zone euro était de 0,8 % en 2002 et devrait passer à 1,8 % en 2003. Dans la zone euro, la croissance en 2002 a été irrégulière. Les mauvaises perspectives de croissance pour la zone euro sont porteuses de conséquences négatives pour la croissance à court terme en Afrique.

5. L'évolution économique en Asie touche indirectement l'Afrique par son incidence sur l'offre et la demande mondiale de produits de base. Par exemple, du fait que l'Asie absorbe près du tiers de la demande mondiale de cuivre, le ralentissement de l'activité économique dans la région en raison de la crise monétaire de 1997-1998 a réduit le taux de croissance de la consommation mondiale de cuivre, ce qui a contribué sensiblement à la chute des cours du cuivre entre l'été de 1997 et la fin de 1998 et a eu en définitive des conséquences négatives sur la croissance en Zambie, grand pays exportateur de cuivre en Afrique.

6. Les perspectives de croissance de l'Afrique ont en outre pâti des effets négatifs que continuait d'avoir la faiblesse des cours des produits de base en 2001, de la sécheresse qui sévissait dans diverses parties de l'Afrique australe et de l'Afrique de

l'Est et de l'intensification des conflits politiques et des conflits armés dans certaines parties de la région, notamment en Côte d'Ivoire, au Zimbabwe, à Madagascar et en République centrafricaine.

### **Faibles signes de reprise du commerce mondial**

7. Les pays africains sont fortement tributaires des exportations de ressources naturelles et de produits de base et, de ce fait, les résultats économiques de la région sont étroitement liés à l'évolution du commerce mondial. Au premier semestre de 2002, le commerce mondial s'est lentement remis des résultats en matière de croissance enregistrés en 2001, les pires en 20 ans, la valeur du commerce des marchandises ayant baissé de 4 % et celle des exportations mondiales de services de 1 %, comme l'indique l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

### **Forte remontée des cours des produits de base**

8. Depuis le début de 2002, les cours des produits de base ont remarquablement remonté, signe de plus en plus tangible d'une reprise de l'activité économique mondiale. Les cours du pétrole brut n'ont cessé d'augmenter depuis le début de l'année, et ce, malgré la faible demande de pétrole au plan mondial et le niveau élevé des approvisionnements. Le cours au comptant de trois types de pétrole brut populaires – Brent, Dubai et West Texas Intermediate – est passé en moyenne de 19,30 dollars le baril au dernier trimestre de 2001 à 26,94 dollars le baril au troisième trimestre de 2002. Cela dit, le cours annuel du pétrole brut en septembre 2002 était en moyenne de 24,35 dollars, soit un cours encore inférieur au prix annuel moyen de 28,23 dollars enregistré pour 2000. Les facteurs à l'origine de la récente flambée des cours du pétrole sont notamment l'intensification du conflit israélo-palestinien aux deuxième et troisième trimestres de l'année et l'anticipation d'une action militaire contre l'Iraq sous la conduite des États-Unis. Somme toute, l'augmentation des cours du pétrole brut aura probablement des effets négatifs sur la croissance économique de l'Afrique subsaharienne cette année parce que la région est importatrice nette de pétrole. Elle améliorera toutefois la situation budgétaire des pays exportateurs de pétrole tels que le Nigéria, le Gabon, l'Angola et le Cameroun, qui auront de ce fait moins besoin de financements extérieurs.

9. Les cours du cacao, qui ont en général augmenté depuis 2000, ont flambé en 2002 à cause de la baisse de l'offre et du fait qu'en juillet Armajaro, une société de négoce du Royaume-Uni, a acheté de grosses quantités de cacao sur le marché des contrats à terme et des instruments financiers de Londres, cherchant apparemment à forcer les cours à la hausse. En outre, le conflit politique et armé qui a éclaté récemment en Côte d'Ivoire – le principal producteur mondial de cacao avec environ 40 % de la production mondiale –, à la suite d'une tentative de coup d'État avortée le 19 septembre, a suscité des préoccupations quant à la stabilité de l'offre mondiale de cacao dont les cours ont atteint en octobre un niveau record qui n'avait pas été vu depuis 17 ans.

10. Les cours du thé et du café ont d'une manière générale été à la baisse depuis 2000, du fait d'un engorgement des marchés et des niveaux élevés des stocks. Cela dit, le cours du thé s'est légèrement relevé depuis le début de 2002. Le Kenya, l'Éthiopie et l'Ouganda sont les trois pays africains qui seront les plus touchés par

cette évolution des prix sur les marchés du thé et du café. Bien qu'on ait enregistré un modeste accroissement au troisième trimestre de 2002, les cours du coton ont continué de baisser, en raison d'une production plus élevée soutenue par des récoltes et des conditions climatiques favorables. La baisse des cours du coton aggravera les contraintes en matière de devises auxquelles sont sujets les pays exportateurs africains, notamment le Mali, la Côte d'Ivoire, le Tchad, le Cameroun, le Burkina Faso, le Bénin, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et l'Ouganda.

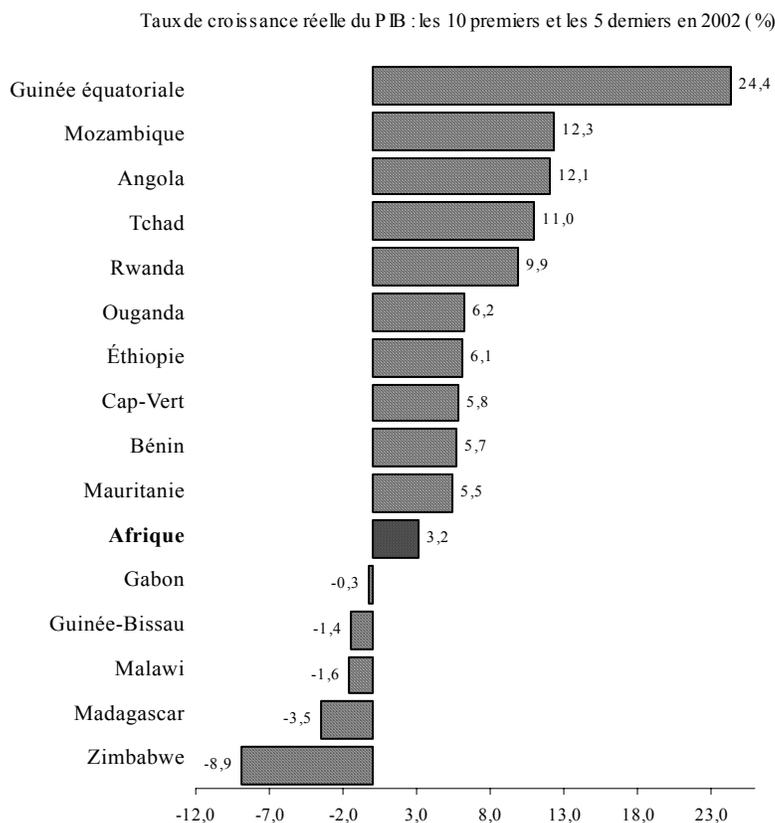
11. En ce qui concerne les métaux, les cours de l'or ont sensiblement augmenté pendant l'année. Ils sont passés de 278,40 dollars l'once au dernier trimestre de 2001 à 314,28 dollars l'once au troisième trimestre de 2002, en raison notamment de l'anticipation d'une attaque militaire contre l'Iraq, des préoccupations au sujet de la situation de l'économie mondiale, des baisses enregistrées récemment sur les marchés des actions et de la dépréciation du dollar des États-Unis, qui a rendu l'or plus attrayant par rapport aux éléments d'actifs libellés en dollars. Les pays africains qui pourraient bénéficier d'une flambée des cours de l'or grâce à une augmentation des recettes d'exportation sont notamment l'Afrique du Sud, le Ghana, le Zimbabwe et la République-Unie de Tanzanie. Au cours de ces dernières années, une augmentation des investissements étrangers dans le secteur minier a fait des exportations de minerais, en particulier de l'or, une source très importante de devises.

12. Par rapport à 2000, les cours du cuivre ont fortement baissé en 2001. Il y a eu une légère reprise pendant les deux premiers trimestres de 2002 du fait essentiellement des effets positifs de la reprise de l'activité économique mondiale. Depuis juillet 2002, les cours ne cessent de baisser. La baisse des cours du cuivre enregistrée récemment aura un effet négatif sur l'activité économique en Zambie, le principal producteur de la région, du fait d'une diminution des recettes en devises.

### **Détérioration générale de la situation économique**

13. En 2002, sur les 53 pays d'Afrique, cinq seulement ont atteint le taux de croissance de 7 % nécessaire pour réaliser les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire; 43, un taux de croissance positif mais inférieur à 7 %; et 5, des taux de croissance négatifs. Pour l'ensemble de la région, le PIB réel devrait afficher, sur une base annuelle moyenne, un taux de croissance de 3,1 % en 2002 contre 4,3 % en 2001.

## Les meilleurs et les pires résultats économiques en Afrique en 2002



### Ralentissement de la croissance dans des pays importants sur le plan économique

14. La baisse du taux de croissance régionale par rapport à 2001 est due à un ralentissement de la croissance dans quatre des cinq plus grands pays de la région sur le plan économique, à savoir l'Algérie, l'Égypte, le Nigéria et le Maroc. En Algérie, le taux de croissance est passé de 5 % en 2001 à 2,7 % en 2002, malgré une augmentation des cours du pétrole, en raison des effets négatifs des tensions politiques et religieuses de plus en plus fortes, d'inondations dans l'est du pays et de la perte de la compétitivité du secteur industriel. En Égypte, la baisse du taux de croissance, qui est passé de 3,3 % à 3 % tient essentiellement à l'augmentation des taux d'intérêt intérieurs, à la croissance anémique du secteur privé, à une plus grande insécurité dans la région et à l'absence d'une volonté politique de la part du Gouvernement pour mettre en oeuvre des réformes économiques et sociales d'envergure telles que la privatisation et la libéralisation du commerce. Au Maroc, la baisse de 6,5 % à 4,3 % est due à une baisse de la demande intérieure et aux réductions qui devraient intervenir dans les recettes touristiques. Quant au Nigéria, la croissance devrait passer de 4 % à 2,6 % du fait des effets combinés du risque

politique croissant et de la détérioration des données économiques fondamentales en raison des mauvaises pratiques budgétaires.

15. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, qui représente 35 % environ du PIB des cinq pays les plus importants d'Afrique sur le plan économique, la croissance du PIB réelle est estimée à 3 % en 2002, contre 2,1 % en 2001. La faiblesse de ces résultats malgré les récentes augmentations des cours de ses exportations de produits de base, en particulier de l'or, s'explique en partie par la croissance léthargique dans la zone euro, un important partenaire commercial, l'appréciation du rand par rapport au dollar aux deuxième et troisième trimestres de l'année, qui a entraîné une réduction de la compétitivité des exportations sud-africaines, et le fait que la South African Reserve Bank (banque centrale) a, à maintes reprises, resserré les politiques monétaires pour tenter de réduire les pressions inflationnistes.

### **Afrique australe : une croissance plus rapide**

16. À l'exception de l'Afrique australe, toutes les sous-régions du continent devraient enregistrer un ralentissement de la croissance en 2002 par rapport à 2001. Le taux de croissance devrait notamment baisser en Afrique du Nord, en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, respectivement de 3 %, 0,4 %, 0,4 % et 1,5 %.

17. En Afrique du Nord, la baisse est généralement due aux effets négatifs du regain de tension politique au Moyen-Orient sur l'activité économique, ainsi qu'aux effets de la croissance modérée enregistrée dans la zone euro qui est un important partenaire commercial de la sous-région.

18. En Afrique de l'Ouest, elle est due en partie à la baisse escomptée du taux de croissance au Nigéria, la plus grande économie de la sous-région, de 4 % en 2001 à 2,6 % en 2002. Le ralentissement escompté de l'activité économique au Bénin, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal a également contribué au taux de croissance modeste prévu pour la sous-région.

19. En Afrique de l'Est, la baisse de 3,5 % du PIB réel à Madagascar ainsi que la légère baisse des taux de croissance à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie et en République-Unie de Tanzanie ont contribué au ralentissement de l'activité économique.

20. Le ralentissement escompté de l'activité économique en Afrique centrale résulte essentiellement de la baisse du taux de croissance en Guinée équatoriale (de 66,1 % à 24,4 %), en République du Congo (de 2,9 % à 1,7 %), et, dans une moindre mesure, au Cameroun (de 5,2 % à 4,9 %). Pour la deuxième année consécutive, la Guinée équatoriale a enregistré la plus forte croissance économique en Afrique, en raison essentiellement de l'augmentation des investissements dans le secteur du pétrole, à la suite de la découverte récente de gisements de pétrole et de gaz dans le pays.

21. En Afrique australe, le taux de croissance devrait augmenter, passant de 2,4 % en 2001 à 3,3 % en 2002, du fait essentiellement d'une amélioration relative des résultats obtenus en Afrique du Sud, en Angola, au Lesotho et en Namibie. Les meilleurs résultats escomptés en Angola s'expliquent par la cessation des hostilités et la hausse récente des cours du pétrole.

## **Agriculture et sécurité alimentaire**

22. La faible productivité, la médiocrité des infrastructures rurales, les mauvaises conditions climatiques et les politiques économiques inadaptées qui favorisent le secteur urbain au détriment du secteur rural continuent d'entraver la croissance dans le secteur agricole.

23. Depuis 2000, les résultats enregistrés dans le secteur agricole laissent à désirer, du fait essentiellement du ralentissement de l'activité économique mondiale et des mauvaises conditions climatiques. Selon les estimations, la production agricole en Afrique subsaharienne (non compris l'Afrique du Sud) n'a augmenté que de 0,8 % en 2001. Il s'agit certes d'une amélioration par rapport à la baisse de 0,3 % enregistrée en 2000, mais ce taux est très en deçà du taux de croissance moyen du secteur qui était de 3,9 % au cours de la période 1992-1996.

24. En 2002, les conditions climatiques défavorables ont engendré de graves problèmes dans différentes régions du continent, ce qui a eu des conséquences fâcheuses pour la production agricole. Au Kenya, environ 30 000 personnes ont été touchées par les inondations provoquées par des pluies torrentielles. Le nord du Sénégal a connu en février 2002 des inondations qui ont tué 500 000 bêtes, détruit 20 000 habitations et endommagé 2 500 hectares de cultures. En Algérie, la production devrait baisser de 3,2 % en 2002, en partie du fait des inondations qu'a connues l'est du pays en juillet et août. Dans les autres pays – Éthiopie, Niger, Mauritanie, Swaziland, Tunisie, Zambie, Malawi, Lesotho, Zimbabwe, Botswana et Namibie – la sécheresse et l'aridité générale ont influé sur la production agricole. Par exemple, la production agricole en Tunisie devrait baisser de 14 % en 2002 du fait des intempéries.

25. Certains pays de la région, essentiellement en Afrique de l'Est et en Afrique australe, font face à une crise alimentaire qui rend encore plus probable le spectre de la famine. L'insécurité alimentaire – l'impossibilité pour un individu ou un groupe d'individus d'avoir suffisamment de nourriture pour mener une vie active et saine – devient de plus en plus un grave problème de développement dans le Sahel ainsi que dans certaines zones de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

## **Épargne et investissement : des niveaux toujours faibles**

26. Les taux de l'épargne et de l'investissement ont de tout temps été très faibles sur le continent, ce qui entrave considérablement le développement en Afrique.

27. En 2000, les taux moyens d'épargne et d'investissement pour la région étaient respectivement de 21 % et de 21,8 %. Six pays africains – Guinée équatoriale, République du Congo, Algérie, Gabon, Maurice et Angola – ont enregistré des taux d'épargne et d'investissement supérieurs à 25 % au cours de la période 1998-2000, tandis que 11 pays – Guinée équatoriale, Lesotho, Sao Tomé-et-Principe, Érythrée, Seychelles, Gabon, Angola, République du Congo, Mozambique, Burkina Faso et Maurice – ont enregistré des taux d'investissement supérieurs à 25 %. Parmi les 42 pays considérés, seules Maurice, la Guinée équatoriale et la République du Congo ont enregistré des taux d'épargne et d'investissement élevés ainsi que des taux de croissance élevés au cours de cette période. Les autres ont enregistré des taux d'épargne et d'investissement faibles ou des taux de croissance faibles pendant cette période.

## **Politique budgétaire : des bases plus solides**

28. Avant la fin des années 90, les gouvernements des États africains avaient tendance à effectuer des dépenses budgétaires excessives. Depuis lors, les décideurs admettent de plus en plus que la discipline budgétaire est indispensable pour assurer une croissance et un développement soutenus, comme en témoigne le nombre croissant de pays qui font preuve de rigueur budgétaire et adoptent des politiques macroéconomiques judicieuses.

29. Malgré les améliorations récentes en matière de politique budgétaire, la prodigalité budgétaire est devenue en 2002 un problème dans certaines parties de la région, comme en témoigne le nombre de pays qui devraient avoir un déficit budgétaire de plus de 3 % du PIB. Ce sont notamment l'Angola, le Ghana, le Kenya, le Malawi, Maurice, la Namibie, le Nigéria, l'Algérie et le Maroc.

30. Dans certains pays, dont le Nigéria et l'Algérie, l'augmentation du déficit budgétaire s'explique par l'accroissement des dépenses réalisées par le gouvernement en vue d'influer sur le choix des électeurs et d'accroître ses chances d'être réélu. Le budget nigérian modifié pour 2002 prévoit une augmentation de 20 % des dépenses publiques. Motivée par les élections prévues en mars 2003, cette augmentation va probablement accroître la pression inflationniste déjà forte exercée sur l'économie et amener les autorités monétaires à adopter une politique monétaire plus rigoureuse pendant la deuxième moitié de 2003, ce qui ne manquera pas de compromettre la croissance à court terme. En Angola, l'augmentation du déficit tient à la nécessité de financer les efforts de reconstruction après le conflit armé dévastateur entre le Gouvernement et les rebelles de l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA).

31. Comme par le passé, les pays d'Afrique du Nord devraient enregistrer des taux de déficit budgétaire par rapport au PIB plus faibles que les pays d'Afrique subsaharienne en 2002. En Afrique subsaharienne, les pays de la zone CFA devraient enregistrer des taux plus faibles que les pays hors CFA en partie du fait de la discipline budgétaire imposée par l'adoption d'une monnaie et d'une politique monétaire uniques dans la zone CFA. Les pays d'Afrique de l'Ouest hors zone CFA devraient faire preuve d'une plus grande discipline budgétaire s'ils mettaient en oeuvre leur décision de former une deuxième zone monétaire dans la sous-région.

32. Certains pays, notamment le Botswana, le Sénégal, le Soudan, le Cameroun et le Gabon, ont adopté une politique budgétaire relativement rigoureuse, des excédents budgétaires étant escomptés dans les deux derniers en 2002. Malgré les améliorations apportées dans ces pays, davantage doit être fait dans la région pour appliquer une politique budgétaire d'austérité et contrôler les dépenses publiques excessives.

## **Politique monétaire et des taux de change : un fondement relativement solide**

33. Ces dernières années, la politique monétaire de certains pays de la région a généralement consisté à assurer la stabilité des prix et des taux de change. Une politique d'austérité relative a ainsi été appliquée dans la région et l'inflation a été ramenée à un taux inférieur à 10 % dans certains pays. De fait, le nombre de pays de la région où le taux d'inflation est supérieur à 10 % devrait passer de 30 en 1995

à 11 en 2002. En outre, 26 pays de la région enregistreront un taux d'inflation positif mais inférieur à 5 % en 2002.

34. Les pays qui ont enregistré les plus mauvais résultats en matière de lutte contre l'inflation dans la région en 2002 sont : la République démocratique du Congo, avec un taux d'inflation escompté de 27,7 %; l'Angola, avec un taux d'inflation escompté de 108,5 %; et le Zimbabwe, avec un taux d'inflation escompté de 137,2 %. Le taux d'inflation élevé en Angola résulte du conflit armé entre le Gouvernement et les rebelles de l'UNITA et d'une mauvaise gestion budgétaire. Au Zimbabwe, il résulte en grande partie des politiques économiques inadaptées et de l'incidence de la crise politique intérieure sur les prix des denrées alimentaires locales et importées qui représentent une part substantielle de l'indice des prix à la consommation.

35. L'adoption et l'application d'un cadre de politique monétaire relativement judicieux permettra à 11 pays de la région (Burkina Faso, Cap-Vert, République centrafricaine, Djibouti, Gabon, Kenya, Mali, Maroc, Niger, Rwanda et Égypte) d'avoir un taux d'inflation inférieur à 3 % en 2002. À la différence des autres pays d'Afrique, l'Éthiopie et l'Ouganda devraient enregistrer des taux d'inflation négatifs en 2002. En Ouganda, les très bonnes récoltes de cette année ont engendré une baisse des prix des produits alimentaires et, étant donné l'importance des produits alimentaires dans la pondération de l'indice des prix à la consommation, ont provoqué une baisse considérable des prix intérieurs. En Éthiopie, la baisse des prix à la consommation s'explique par une réduction des prix des produits alimentaires due à la faiblesse de la demande agricole et à la baisse des revenus ruraux qui en est résultée. La récente sécheresse dans le pays provoquée par l'absence de pluies et la mauvaise récolte devraient favoriser une augmentation des prix des céréales et mettre fin aux pressions déflationnistes actuelles qui entravent la croissance économique.

36. Entre janvier et décembre 2002, les taux de change nominaux ont été extrêmement instables dans six pays de la région, avec des écarts de plus de 50. L'instabilité des taux de change peut avoir un effet négatif sur l'investissement étranger car elle accroît le degré d'incertitude associée au rendement du capital. Dans les marchés émergents africains, les fluctuations monétaires prononcées et imprévues peuvent assombrir les bilans des banques et des sociétés, menacer la stabilité du système bancaire et réduire l'activité économique si les entreprises locales détiennent leurs actifs en monnaie locale et leurs passifs essentiellement en devises étrangères, créant ainsi une disparité monétaire. En outre, de fortes dépréciations de la monnaie locale peuvent déprimer l'activité économique en provoquant une augmentation du coût des facteurs de production intermédiaires importés et une hausse de l'inflation.

## **Secteur extérieur**

### **Commerce et compte des opérations courantes – détérioration de la situation**

37. Selon les estimations, la région a enregistré une détérioration des termes de l'échange de 0,5 %, soit 3,2 points de pourcentage inférieurs à la baisse de 2001. Cette plus faible détérioration des termes de l'échange s'explique principalement par le relèvement des cours des produits de base en 2002. Une analyse de l'indice de la seule Afrique subsaharienne fait ressortir une amélioration de 0,6 % pendant la même période.

38. L'une des difficultés auxquelles se heurte actuellement le commerce en Afrique est la question de savoir comment les produits du continent peuvent avoir davantage accès aux marchés des pays développés. Des progrès ont été enregistrés à cet égard. À la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha en 2001, les États membres de l'OMC ont décidé d'entreprendre des négociations visant à assurer aux exportations agricoles des pays en développement un meilleur accès aux marchés. Étant donné que les pays africains exportent essentiellement des produits agricoles, ils devraient bénéficier de cette évolution. D'autres mesures, notamment la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique et l'initiative Tout sauf les armes, ont été prises par les pays développés en vue d'ouvrir davantage leurs marchés aux pays en développement et en particulier à l'Afrique.

39. En ce qui concerne le compte des opérations courantes, sur les 28 pays africains pour lesquels on dispose de données, huit (Côte d'Ivoire, Maurice, Botswana, Afrique du Sud, Algérie, Jamahiriya arabe libyenne, Namibie et Guinée équatoriale) devraient enregistrer un excédent en 2002, en raison essentiellement d'une augmentation des recettes d'exportation. Onze pays (Sénégal, Tchad, Burkina Faso, Gabon, Lesotho, Zambie, République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Malawi, Zimbabwe et Niger) devraient enregistrer des déficits intenable du compte des opérations courantes de plus de 5 % du PIB en 2002.

#### **Le commerce intra-africain reste faible**

40. L'expérience récente montre que les échanges entre les pays de l'Afrique subsaharienne, c'est-à-dire le commerce Afrique-Afrique, ne représentent que 12 % des exportations totales de l'Afrique subsaharienne, soit 8 % de plus qu'en 1989. Les groupements économiques régionaux n'ont pas considérablement influé sur le commerce intra-africain. Les exportations intra-africaines sont très concentrées dans quelques pays. Cinq pays (Côte d'Ivoire, Nigéria, Kenya, Zimbabwe et Ghana) dominent le commerce intra-africain tandis que cinq seulement ont contribué pour 75 % des exportations et que 16 pour une part identique des importations.

#### **L'investissement étranger direct continue de baisser**

41. Les pays africains enregistrent le taux de rendement de l'investissement le plus élevé dans le monde – quatre fois plus que dans les pays du G-7, deux fois plus qu'en Asie et deux tiers de plus qu'en Amérique latine. Pourtant, et en dépit des améliorations apportées en matière de politique macroéconomique depuis le milieu des années 90, la région éprouve des difficultés à attirer suffisamment d'investissements étrangers pour combler l'écart entre l'épargne intérieure et les besoins de financement des investissements. La raison en est les effets conjugués de l'instabilité politique, les infrastructures et institutions qui laissent à désirer, la mauvaise gestion, la corruption généralisée, l'instabilité des politiques macroéconomiques et la concurrence accrue pour attirer l'investissement étranger direct en raison de la mondialisation des marchés financiers.

42. En 2001, les flux d'investissement étranger direct vers toutes les régions du monde à l'exception de l'Afrique, et des économies en transition de l'Europe centrale et orientale, ont baissé, ce qui illustre largement le fait que le ralentissement de l'activité économique mondiale au cours des dernières années n'a pas eu d'effet de contagion significatif sur l'Afrique en raison de la faiblesse des relations financières internationales entre les pays de la région et le reste du monde.

43. Selon les estimations, l'investissement étranger direct dans le monde aurait baissé de 27 % en 2002 du fait d'une relance plus faible que prévu de l'économie mondiale et des effets pervers des scandales provoqués par la comptabilité et la vérification des comptes des sociétés dans certains pays développés sur le comportement des investisseurs. En Afrique, les flux d'investissement étranger direct devraient baisser de 6 milliards de dollars cette année alors qu'ils ont atteint un niveau record de 17 milliards en 2001. Cette baisse est imputable à l'augmentation inhabituelle des flux vers l'Afrique du Sud et le Maroc l'année dernière ainsi qu'à l'intensification des conflits politiques et sociaux dans certains pays d'Afrique qui ont influé sur les dispositions des investisseurs étrangers à l'égard de la région.

#### **Aide publique au développement : nouvelles promesses**

44. L'aide publique au développement (APD) est une source importante de financement extérieur pour les pays d'Afrique. Elle est moins volatile que les capitaux privés et permet aux pays qui ont des difficultés à obtenir des capitaux privés sur les marchés financiers internationaux de réduire leurs déficits en financement extérieur.

45. Toutefois, la dépendance des pays d'Afrique vis-à-vis de l'APD est dangereuse car celle-ci est elle-même de plus en plus volatile et est généralement procyclique, plutôt que contre-cyclique, c'est-à-dire qu'elle augmente quand la conjoncture est favorable et diminue quand la conjoncture est défavorable. Il en résulte que les pays ne peuvent compter sur l'APD pour atténuer les effets de crises économiques graves. Par conséquent, les dirigeants africains doivent déployer des efforts concertés pour améliorer l'environnement économique dans la région, attirer les capitaux privés et, à long terme, réduire la dépendance de la région vis-à-vis des apports d'aide procycliques.

46. Cela étant dit, les perspectives relatives aux apports d'APD à l'Afrique devraient s'améliorer à court ou moyen terme dans la mesure où un certain nombre de pays développés se sont, cette année, engagés à augmenter le volume de l'aide au développement qu'ils fournissent à l'Afrique.

#### **Atténuation de la pauvreté : tendances encourageantes**

47. La pauvreté demeure un sérieux problème social et économique en Afrique, où près de la moitié de la population a moins de 1 dollar par jour pour vivre. Pourtant, plusieurs pays d'Afrique ont enregistré des progrès. Le choix des pays étudiés est important car, ensemble, ils représentent plus de la moitié de la population de l'Afrique sub-saharienne. Le ménage pauvre type compte plus de membres, se trouve dans une région plus pauvre, est moins alphabétisé, est moins bien nourri et a une espérance de vie plus courte que la moyenne.

48. Toutefois, des données supplémentaires sur la dynamique de la pauvreté indiquent que moins d'un quart de la population d'un certain nombre de pays d'Afrique entre constamment dans la catégorie des pauvres et que jusqu'à 60 % de la population ne peut y être classée que par intermittence. Cette tendance confirme ce que les données recueillies dans d'autres pays en développement ont montré, à savoir que la pauvreté transitoire est courante, et souligne combien il importe d'axer les stratégies de lutte contre la pauvreté sur les moyens de subsistance.

49. En 2002, les pays de la région ont redoublé d'efforts pour atténuer la pauvreté, comme il est indiqué dans leurs documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et d'autres plans nationaux de développement. Le nombre de pays d'Afrique qui ont élaboré un DSRP provisoire ou définitif a nettement augmenté. Neuf pays ont mis au point une version définitive du document en 2002, contre quatre en 2001.

50. Bien qu'il soit trop tôt pour déterminer si les DSRP ont une incidence sur la croissance, l'expérience acquise jusqu'à présent confirme que la croissance est nécessaire mais non suffisante pour atténuer la pauvreté. Dans des pays comme le Ghana, le Nigéria, la Zambie et l'Éthiopie, la pauvreté a reculé quand la croissance s'est accélérée dans les années 90. L'Ouganda est aussi un excellent exemple. Mais dans d'autres pays, comme le Kenya, le Sénégal et le Mali, la croissance ne s'est pas traduite par une réduction comparable de la pauvreté.

### **Priorité à l'atténuation de la pauvreté**

51. Les résultats de l'étude qualitative visant à déterminer l'indice d'orientation des politiques économiques indiquent que l'atténuation de la pauvreté est aujourd'hui l'élément central des politiques des pays considérés. Les politiques adoptées en la matière par les pouvoirs publics arrivent en deuxième position dans l'appréciation des parties prenantes, avec une cote de 67 %. Cette appréciation cadre bien avec le fait que sur les 29 pays d'Afrique qui avaient adopté un DSRP provisoire ou définitif à la fin de 2002, 24 faisaient partie de l'échantillon. Bon nombre de ceux-ci ont atteint le stade de la mise en oeuvre du DSRP. La promotion de l'égalité des sexes en matière d'accès à l'instruction, aux soins de santé et à l'emploi fait l'objet d'une appréciation particulièrement favorable, avec une cote de 80 % (la plus haute). Pour ce qui est de savoir si les DSRP sont dans l'ensemble favorables aux pauvres et reflètent les principaux problèmes de développement des pays concernés, la cote attribuée est de 68 %, tout comme pour les efforts des gouvernements visant à mettre davantage l'accent sur les besoins des pauvres.

52. Le Botswana, la Tunisie, l'Afrique du Sud, la Namibie et Maurice sont les pays les mieux cotés dans le domaine de l'atténuation de la pauvreté. Les efforts des gouvernements de ces pays pour améliorer l'accès des femmes à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que pour promouvoir l'égalité des sexes en matière d'emploi, donnent lieu à une appréciation très favorable, de même que leurs efforts pour mettre l'accent sur les besoins des pauvres et l'efficacité de leurs politiques en faveur des pauvres (programmes de microfinancement, de développement des zones rurales, d'amélioration des logements urbains et d'alphabétisation des adultes).

### **Santé : lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose\***

53. La propagation du sida et la résurgence du paludisme et de la tuberculose sont parmi les principales causes de décès et de dévastation en Afrique. On estime que l'Afrique compte pour 81 % des décès dus au sida, 90 % des décès dus au paludisme et 23 % des décès dus à la tuberculose<sup>1</sup> dans le monde.

\* Voir le rapport de la Commission économique pour l'Afrique intitulé « Leadership for Better Health: The Challenge of HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria » (à paraître).

<sup>1</sup> OMS/ONUSIDA, *Coordinates 2002*, Rapport au Conseil d'administration du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Genève, 2002).

54. Le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose sapent la capacité de production des pays touchés, pèsent lourdement sur les services de santé et les budgets correspondants, créent de graves problèmes sociaux et perpétuent la pauvreté. Au niveau macroéconomique, on estime que le sida réduit la croissance du PIB de l'Afrique de 0,5 à 2,6 % par an en moyenne. D'autres estimations indiquent que le PIB de l'Afrique pourrait être de 100 milliards de dollars plus élevé si le paludisme avait été éliminé il y a des années. En outre, dans les pays où la tuberculose est répandue, on estime que la perte de productivité qui y est liée représente de 4 à 7 % du PIB annuel.

55. Le VIH/sida a pris des proportions épidémiques en Afrique. À la fin de 2001, l'Afrique demeurait la région la plus touchée avec, d'après les estimations, 28,5 millions de personnes atteintes, dont 2,6 millions d'enfants de moins de 15 ans<sup>2</sup>. Sur les 28,5 millions d'Africains séropositifs ou atteints du sida, 15 millions sont des femmes. Chiffre plus parlant encore, 83 % des femmes séropositives ou atteintes du sida dans le monde sont africaines. À la fin de 2001, le sida avait fait plus de 10 millions d'orphelins en Afrique sub-saharienne. Au niveau des pays, les plus touchés sont le Botswana, le Lesotho, le Swaziland, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe, mais l'épidémie gagne aussi au Cameroun, en République centrafricaine et en Côte d'Ivoire. Cela étant dit, certains pays d'Afrique ont accomplis d'énormes progrès dans la lutte contre la maladie, grâce à diverses interventions visant à modifier les comportements. Les données disponibles indiquent que les taux de prévalence parmi les adultes ont continué de baisser en Ouganda et au Sénégal<sup>2</sup>.

### **Perspectives à moyen terme : mitigées**

56. À court terme, les perspectives de croissance des pays d'Afrique dépendent surtout du dynamisme de la reprise de l'activité économique au niveau mondial, de l'évolution des prix des produits de base, des progrès accomplis sur la voie du règlement des conflits politiques et des conflits armés et de l'attachement des dirigeants africains à la stabilité macroéconomique et aux principes de la bonne gouvernance.

57. L'intervention militaire des États-Unis en Iraq risque de faire monter le prix du pétrole et de ralentir l'économie mondiale, ce dont souffriraient les perspectives de croissance de l'Afrique, qui importe plus de pétrole qu'elle n'en exporte. Toutefois, si cette intervention perturbe les exportations de pétrole de l'Iraq, il se peut que l'Arabie saoudite et d'autres membres de l'OPEP augmentent leur production pétrolière pour éviter que la production mondiale globale ne diminue. Dans ce cas, les effets de l'intervention américaine sur le prix du pétrole seraient insignifiants.

### **Croissance un peu plus élevée en 2003**

58. Dans l'ensemble, l'Afrique devrait enregistrer une croissance un peu plus élevée à court terme. On s'attend à ce que la croissance passe de 3,1 % en 2002 à 4,2 % en 2003, du fait essentiellement d'événements économiques et politiques

<sup>2</sup> ONUSIDA, Rapport sur l'épidémie mondiale de VIH/sida (Genève, 2002).

récents, en Afrique et ailleurs, qui devraient avoir des effets favorables. On citera les facteurs positifs suivants :

- Nouveaux accords de paix et réduction de nombre de conflits armés dans la région : cessez-le-feu en Angola à la suite du décès du chef de l'UNITA, Jonas Savimbi; paix relative en Afrique de l'Ouest (Libéria et Sierra Leone); cessation des hostilités dans la Corne de l'Afrique (l'Érythrée et l'Éthiopie ont accepté la décision d'une instance internationale au sujet du différend territorial qui les opposait); signature en juillet 2002, à Pretoria, d'un accord de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda; et reprise récente, à Nairobi, des pourparlers de paix entre les rebelles du SPLA et le Gouvernement soudanais. La cessation des hostilités dans ces pays devrait permettre de transférer des ressources du budget militaire à des projets économiques et sociaux qui stimuleront la croissance.
- Augmentation du nombre de pays africains ayant droit à un allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), ce qui devrait permettre aux pays concernés de dégager des fonds pour des dépenses sociales axées sur les groupes vulnérables, et donc stimuler l'activité économique dans la région.
- L'économie mondiale semblant avoir touché son point le plus bas, on peut probablement s'attendre à une amélioration de la conjoncture dans la plupart des régions du monde au deuxième ou au troisième trimestre de 2003, ce qui aiderait l'activité économique en Afrique puisque celle-ci bénéficierait d'une assistance accrue, ainsi que d'une reprise du commerce et des investissements étrangers. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance devrait passer de 1,5 % en 2002 à 2,2 % en 2003. Aux États-Unis, elle devrait passer de 2,3 % à 2,6 % et dans l'Union européenne, de 0,9 % à 1,9 %. Au Japon, on s'attend à une croissance positive de 0,8 % en 2003, contre une croissance négative de 0,7 % en 2002.
- La décision de six pays d'Afrique de l'Ouest de former une union monétaire en 2005 et les efforts des gouvernements pour répondre aux critères de convergence devraient se traduire par une amélioration de l'environnement macroéconomique de la sous-région, et donc favoriser la croissance.
- La guerre internationale lancée contre le terrorisme après les événements du 11 septembre pourrait avoir des incidences économiques favorables pour l'Afrique si : a) elle aide à prévenir, réduire ou maîtriser les activités des groupes extrémistes dans les pays instables; et b) elle incite les pays occidentaux à s'associer de plus près au développement économique et politique des pays d'Afrique afin de dissuader ceux-ci de donner asile aux terroristes. Certains signes indiquent que c'est déjà le cas. Ainsi, l'Afrique était parmi les principaux sujets abordés au dernier Sommet du G-8 à Kaminski (Canada) et, depuis le 11 septembre, plusieurs pays développés se sont engagés à soutenir financièrement les efforts de développement de l'Afrique.

59. Une accélération de l'activité économique est attendue l'année prochaine dans les cinq sous-régions. En 2003, d'après les projections, la croissance devrait atteindre 4,9 % en Afrique du Nord, 4,4 % en Afrique de l'Est, 4,3 % en Afrique centrale, 3,6 % en Afrique australe et 3,3 % en Afrique de l'Ouest. C'est l'Afrique

du Nord qui devrait enregistrer la croissance la plus élevée, grâce au dynamisme de la croissance de l'Algérie (5,9 %), du Soudan (5,7 %), de la Tunisie (5,5 %) et de l'Égypte (4,6 %). L'Afrique de l'Est devrait arriver en deuxième position, grâce au dynamisme de la croissance du Rwanda (6,5 %), de l'Ouganda (6 %), de Madagascar (5,5 %), de la République-Unie de Tanzanie (5,2 %) et de la République démocratique du Congo (3,8 %).

60. Tous les pays d'Afrique de l'Ouest à part la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone devraient enregistrer une croissance positive d'au moins 3 % en 2003, notamment parce que l'on s'attend à une augmentation du prix de certains produits de base clefs exportés par la sous-région, notamment l'or, le pétrole et le cacao. La Guinée-Bissau et le Libéria n'atteindront qu'une croissance modeste (1,5 et 1,6 % respectivement). L'activité économique devrait s'accélérer au Nigéria, où la croissance devrait s'établir à 3 % en 2003.

61. En Afrique australe, la croissance devrait passer de 3,3 % en 2002 à 3,6 % en 2003, grâce notamment à une augmentation généralement attendue du prix de produits de base clefs exportés par la sous-région (or, pétrole, diamants et cuivre). Il n'est prévu qu'une croissance modeste pour la sous-région parce que la production agricole risque de se ressentir de la sécheresse de 2002. Le Zimbabwe est le seul pays de la région pour lequel une croissance négative est prévue (-4,6 %), ce qui s'explique notamment par la crise politique et économique qui sévit dans le pays. Avec une croissance de 10,2 %, le Mozambique devrait connaître la plus forte accélération de la sous-région, et ce, grâce à ses bonnes politiques macroéconomiques et à l'allègement de sa dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Dans la mesure où le prix de l'or et des diamants montera probablement l'année prochaine, on s'attend à ce que la croissance passe de 3 à 3,3 % en Afrique du Sud en 2003.

62. Grâce à un taux de croissance encore exceptionnel en Guinée équatoriale (21,7 %) et relativement élevé au Cameroun et à Sao Tomé-et-Principe, l'Afrique centrale devrait connaître une croissance légèrement plus élevée en 2003 (4,3 % contre 4 % en 2002).

## Risques et incertitudes

63. Comme à l'accoutumée, certains facteurs pourraient faire obstacle à la concrétisation des taux de croissance annoncés :

- L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe pourraient, par contagion, se ressentir de la situation politique et économique au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire. Au Zimbabwe même, la crise s'est traduite par une hausse de l'inflation, qui se poursuit, une réduction de la production alimentaire et une augmentation du nombre de personnes qui risquent de souffrir de la famine ou de mourir de faim. Jusqu'ici, le conflit en Côte d'Ivoire n'a pas eu de conséquences graves pour la sous-région. Toutefois, s'il se poursuit, il perturbera l'approvisionnement du marché mondial en cacao, ainsi que les activités économiques des États voisins.
- Des inondations et des périodes de sécheresse répétées en divers endroits du continent, en particulier dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe, pourraient affecter la production agricole en 2003 si les conditions

météorologiques ne s'améliorent pas, et freiner la croissance. En Éthiopie, du fait du manque de pluie, qui s'est traduit par de mauvaises récoltes, 15 millions de personnes risquent déjà de mourir de faim, ce qui a des conséquences graves sur le plan de la santé, de la main-d'oeuvre et de la croissance économique à court terme.

- La décision qu'a prise le Président Bush, en mai 2002, de proposer une loi prévoyant l'octroi au secteur agricole et laitier de subsides d'un montant total de 51,7 milliards de dollars répartis sur six ans, soit une augmentation de 67 %, risque de se traduire par une baisse des prix des produits agricoles, auquel cas les petits pays africains auront du mal à rester compétitifs sur le marché mondial. Il est vrai que la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGO) garantit à certains pays d'Afrique un meilleur accès au marché américain pour certains produits de base. Toutefois, étant donné leur volume, les subsides prévus risquent d'avoir sur les prix des produits agricoles sur le marché mondial des effets qui annuleront tous les avantages découlant de la loi AGO. Il semble déjà que la nouvelle politique agricole ait fait baisser le prix du coton, ce qui risque de causer des difficultés au Mali et au Bénin, principaux pays exportateurs de l'Afrique de l'Ouest. Si la tendance se maintient, la croissance économique de la sous-région s'en ressentira.
- Les pressions inflationnistes dans deux des cinq pays d'Afrique qui comptent le plus économiquement, l'Afrique du Sud et le Nigéria, ainsi que dans d'autres pays comme l'Angola, le Zimbabwe, la République démocratique du Congo et le Malawi, font que les autorités monétaires auront moins de marge de manoeuvre pour stimuler l'économie si cela s'avérait nécessaire. Pour que la politique monétaire de l'Afrique du Sud soit crédible, les autorités compétentes devront augmenter les taux d'intérêt pour réduire les pressions inflationnistes et accroître les chances de maintenir l'inflation dans la fourchette prévue, soit de 3 à 6 % par an. La possibilité de contractions monétaires en Afrique du Sud, conjuguée à des incertitudes et à des craintes quant à la possibilité de maintenir le prix de l'or à son niveau actuel, rendent fragiles les prévisions relatives à l'économie nationale. Au Nigéria, l'inflation est en hausse et les autorités monétaires devront peut-être adopter des politiques monétaires restrictives – après les élections présidentielles de mars 2003 – pour la maîtriser. En février, le Nigéria s'est retiré du programme de contrôle du FMI, ce qui a donné aux investisseurs étrangers une mauvaise impression quant à sa volonté de poursuivre les réformes économiques et de maintenir la stabilité macroéconomique. Si cette décision suscite une fuite des capitaux, l'activité économique ralentira en 2003.
- Selon l'Institut international de recherche sur les prévisions climatiques, il est très probable qu'El Niño se manifeste avant la mi-2003; la production africaine de produits de base pourrait se ressentir de la détérioration des conditions climatiques mondiales qui s'ensuivrait, ce qui ralentirait la croissance. Cela étant dit, il est possible que ces effets préjudiciables soient contrebalancés par la hausse du prix des produits de base autres que les combustibles qui pourrait résulter de la baisse de la production à laquelle on s'attend, auquel cas un grand nombre de pays de la région verraient augmenter leurs recettes en devises.

64. En résumé, les perspectives à moyen terme pour l'Afrique sont mitigées et dépendront surtout du dynamisme de la reprise de l'activité économique mondiale, de l'évolution des marchés des produits de base, des progrès accomplis sur le plan de la sécurité, de l'adoption de bonnes politiques macroéconomiques et du respect des principes de la bonne gouvernance, de la volonté des dirigeants d'accélérer les réformes économiques et sociales dont leurs pays ont tant besoin et de leur aptitude à le faire.

---